

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 29 (1884)
Heft: 1

Artikel: Guerres de Chine
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-336397>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

XXIX^e Année.

N^o 1.

15 Janvier 1884

Guerres de Chine.

(Avec deux croquis.)

La guerre éclatera-t-elle entre la France et la Chine à l'occasion de l'expédition française au Tonkin ? La prise de Sontay par l'amiral Courbet et les efforts que les Français sont en train de faire contre la place de Bac-Ninh, tête du delta du fleuve Song-Cau, dont ils détiennent déjà les embouchures par la place de Haiphong, leur base actuelle d'opérations, deviendront-ils réellement le *casus belli* qu'avait annoncé le marquis Tseng, ambassadeur chinois à Londres et à Paris ?

Le meilleur préliminaire de la réponse à donner à cette grave question se trouvera dans l'historique des diverses affaires militaires que la Chine a déjà eues sur les bras dans des circonstances récentes et à peu près analogues, c'est-à-dire dans les guerres qu'elle a dû soutenir de 1840 à 1860, contre les coalisés européens et américains, qui voulaient pouvoir faire pénétrer dans ce vaste empire leurs commerçants et leurs missionnaires.

On sait que de tout temps la Chine, fière de son antique civilisation, aujourd'hui plus que vermoulue, était fermée aux barbares, c'est-à-dire aux Européens. Si quelques exceptions furent faites parfois, notamment en faveur des Espagnols à King-po, des Portugais à Macao, des Anglais et des Français à Canton, un régime plus rigoureux fut inauguré dès 1815 et 1820 par l'expulsion de tous les chrétiens et le martyre de bon nombre d'entre eux. Leurs comptoirs, tolérés seulement à Macao et à Canton, furent en outre soumis à des vexations sans nombre.

Cet état de choses étant très nuisible au commerce anglais surtout, lord Napier fut envoyé à Canton avec les pouvoirs les plus étendus. Sa diplomatie échoua devant l'inébranlable volonté des autorités chinoises ; il mourut à Canton sans avoir obtenu le moindre résultat. Ses successeurs, M. Davis et le capitaine Elliot, ne furent pas plus heureux dans leurs tentatives ; le gouvernement chinois leur refusa tout, même de résider à Canton.

En 1839, les difficultés pendantes s'aggravèrent considérablement, par suite du décret exigeant, sous peine de mort, que tout l'opium chargé tant sur les navires-entrepôts que sur les bâtiments mouillés

en rade, fût livré au gouvernement. Le commissaire Lin, homme d'une grande énergie, chargé de mettre ce décret à exécution, fit aussi bloquer toutes les factorerries anglaises et, le 17 juin, obtint la remise de 20,291 caisses d'opium, évaluées à plus de 100 millions. Ces caisses furent solennellement jetées à la mer. A cette occasion survint, entre un matelot anglais et un matelot chinois, une rixe dans laquelle ce dernier fut tué. Sur le refus exprimé par les Anglais de livrer le coupable, Lin défendit de leur fournir des vivres sous peine de mort. Ce que les Chinois leur refusèrent de gré, les Anglais s'en emparèrent de force; et ce fut alors que Lin fit placarder dans tous les quartiers de la ville un manifeste appelant aux armes tous les Chinois pour l'extermination des Anglais.

L'amiral Kou-ang, ayant sous ses ordres 29 jonques de guerre, voulut s'emparer des bâtiments anglais, se fit battre et dut se retirer avec une perte de six jonques. Cependant les Anglais, craignant d'être enveloppés de toutes parts, évacuèrent Canton et se retirèrent à Macao, où ils furent poursuivis par le général Yih qui, le 12 février, réussit à les chasser de la colonie portugaise.

La guerre étant déclarée de fait, le 28 juillet 1840, une flotte anglaise composée de 1 vaisseau, 2 frégates, 10 corvettes ou bricks, sous les ordres du capitaine Elliot, apparut dans la mer de la Chine. Pendant qu'une faible division bloquait Canton, le gros de l'escadre continua sa course vers le nord, bombarda d'abord Amoy, prit ensuite Ting-Haï, chef-lieu de l'île de Chu-san et, le 11 août, entra dans les eaux du Pe-ho.

L'empereur, inquiet de la présence d'une flotte anglaise aussi près de sa capitale, promit de destituer Lin et d'envoyer des négociateurs à Canton. Confiant en la parole du Fils du Ciel, Elliot retourna à Canton attendre les commissaires, qui n'arrivèrent que le 20 novembre. Comme les négociations n'aboutirent point, le 7 janvier 1841 Elliot enleva les forts de la rivière de Canton et tua 600 Chinois sans perdre un homme. Le lendemain, il se disposait à remonter la rivière, lorsque l'amiral chinois fit demander une trêve. Les Anglais accordèrent cette trêve et les négociations repritent leur cours; un traité s'ensuivit, aux termes duquel les Anglais abandonnaient l'île de Chu-san et les forts dont ils venaient de s'emparer. En revanche, ils recevaient une indemnité de 32 millions de francs et on leur cédait l'île de Hong-Kong, beaucoup moins importante, quant à sa situation et à sa fertilité, que celle de Chu-san.

Les Anglais espéraient attirer à Hong-Kong le commerce de Canton, détrôner cette ville et étendre ainsi leurs relations parmi tout l'empire. Jusqu'ici ces prévisions ne se sont pas réalisées. Hong-Kong n'a guère d'autre portée que d'être le siège de la marine et de la puissance britannique dans les mers de la Chine.

Les Anglais prirent possession de Hong-Kong, mais l'empereur

refusant de payer l'indemnité et de ratifier le traité, les hostilités recommencèrent au mois de février. Les forts du Bogue furent enlevés de nouveau, les Chinois chassés de leurs positions, les jonques coulées, l'amiral chinois tué, Canton menacé, les faubourgs occupés, et, le 24 mai, le général Hugh-Gouha, descendu à terre avec 2500 hommes et 13 pièces de canon, s'empara des hauteurs fortifiées à l'ouest de Canton, en chassa les défenseurs ; il se préparait à ouvrir le feu contre la ville, quand les autorités de Canton, pour échapper au désastre d'un bombardement, proposèrent de payer l'indemnité que l'empereur avait refusée.

Les Anglais acceptèrent la proposition, Canton échappa au sac, mais la guerre n'en continua pas moins avec une grande vigueur.

Au commencement d'août, le capitaine Elliot, rappelé, est remplacé par sir Henri Pottinger, nommé ministre plénipotentiaire, haut commissaire du gouvernement britannique. Une nouvelle division navale, arrivée en Chine, porte la flotte d'Hong-Kong à 80 navires et à 15 mille hommes. L'amiral Parker prend le commandement de la flotte, le général Hugh-Gouha celui des troupes de débarquement.

Le 21, la flotte fit voile vers le nord ; le 5 septembre, on prit Amoy, et le 29, on réoccupa l'île de Chu-san, à l'embouchure du fleuve Bleu, où on hiverna.

Dès le mois de mai 1842, on remonta le fleuve Bleu, on enleva successivement, sans peine, Shangaï et plusieurs autres villes ; mais, au point de jonction du canal impérial avec le fleuve, à Tchin-Kiang-fou, les Tartares défendirent ce nœud stratégique et commercial avec acharnement, ils se battirent dans les rues et dans les maisons et, quand ils se virent dans l'impossibilité de se défendre plus long-temps, ils se poignardèrent, après avoir tué leurs femmes et leurs enfants. A la suite de cette boucherie, les Anglais, exaspérés par suite des pertes qu'ils avaient subies, mirent la ville et les environs à feu et à sang, et inspirèrent une telle frayeur aux populations chinoises, que la petite ville de Koua-tchou paya 3 millions de francs pour échapper à l'occupation anglaise.

Pendant qu'une partie de la flotte bloquait le canal, le reste remontait le fleuve jusqu'à Nanking, seconde capitale de l'empire. Cette ville, sans défense, prise au dépourvu, comprit que son sort était décidé et fit les plus pressantes instances auprès du gouvernement pour en arriver à un arrangement. La cour de Péking, voyant sa capitale exposée à une destruction certaine, l'empire coupé en deux, les communications fluviales interrompues, la famine sur le point de se déclarer dans tout l'empire, envoya un membre de la famille impériale, Ky-Yng, à Nanking, muni de pleins pouvoirs.

Le 29 août, en rade de Nanking, à bord du vaisseau le *Cornwallis*, sir Henry Pottinger et Ky-Yng signèrent un traité en vertu duquel

le gouvernement chinois s'engageait à payer en trois ans 120 millions de francs et à tenir ouverts et libres au commerce anglais les cinq ports de Canton, d'Amoy, de Fou-Tchou, de Ning-Po et de Shangaï. La cession de l'île de Hong-Kong, déjà stipulée dans le traité du 20 janvier 1841, fut de nouveau reconnue.

Aux avantages commerciaux que l'Angleterre en particulier obtenait dans l'exécution du traité de Nanking, se trouvait ainsi implicitement liée la solution du grand problème si souvent et si vainement tenté, L'OUVERTURE DE LA CHINE A TOUS LES PEUPLES.

Aussi, dès le 3 juillet 1844, un traité avec la France fut signé et le 25 octobre, un autre traité fut conclu avec l'Union américaine.

Pendant les années 1845 et 1846, les mandarins accueillirent favorablement les étrangers dans les ports d'Amoy, de Fou-Tchou, de Ning-Po et de Shangaï, mais le vice-roi de Canton fit tout ce qu'il put pour entraver le commerce et s'opposa à l'exécution des traités. Il empêcha les Européens de pénétrer dans la ville chinoise et reléguait les factoreries étrangères dans un espace très restreint des faubourgs. Aux justes réclamations des consuls, les autorités chinoises opposèrent une force d'inertie invincible et une mauvaise foi évidente.

En 1847, lord Palmerston, persuadé que la *force* était le seul argument devant lequel céderaient les autorités du Céleste Empire, fit des préparatifs pour expédier de nouvelles troupes à Hong-Kong ; mais la révolution de 1848, qui menaça de bouleverser l'Europe, arrêta momentanément ce projet.

Un peu plus tard, la guerre d'Orient vint encore distraire le chef du Foreign-Office des vues qu'il avait sur la Chine. On temporisa à raison des circonstances ; mais dès que la paix fut signée avec la Russie, que l'Angleterre n'eut plus à craindre de voir les troupes du czar combattre à côté de celles du Fils du Ciel, elle envoya de nouvelles forces en Chine, et, afin de satisfaire aux réclamations du haut commerce anglais, se prépara à reprendre les hostilités avec le Céleste Empire.

Dans les traités conclus en 1842 et 1844, il avait été stipulé qu'après dix années révolues, ces traités pourraient être révisés ; en conséquence, l'Angleterre, la France et l'Amérique résolurent, en 1856, d'envoyer des commissaires extraordinaires pour réviser ces traités, défendre la cause de la civilisation et protéger le commerce du monde entier.

Pour appuyer efficacement les prétentions des commissaires, on résolut collectivement d'augmenter les forces navales dans les mers de Chine, et, dès le mois de septembre, des forces importantes se réunirent à Macao, à Hong-Kong et Shangaï.

Campagnes de 1856-1857-1858.

Les Anglais désirant la guerre, un incident favorable à leur plan ne tarda pas de se présenter. Le 8 octobre 1856, douze matelots anglais, montés sur une embarcation chinoise, naviguant sous pavillon anglais et maraudant sur les côtes, furent arrêtés et conduits dans les prisons de Canton. Le consul anglais réclama ses nationaux ; le fameux Yeh, alors gouverneur de la province de Canton, fit remettre les marins, mais refusa obstinément de faire des excuses. On lui signifia que si, dans les 24 heures, les satisfactions n'étaient pas complètes, les hostilités commencerait. Yeh gardant le silence, les représailles ne se firent pas attendre. Le 23 octobre, l'amiral Seymour avec son escadre, se dirigea sur Canton, enleva les forts de la rade, remonta la rivière, bombarda deux faubourgs, descendit à terre avec un détachement d'infanterie de marine, pénétra dans la ville et incendia le palais du vice-roi Yeh. L'amiral fit alors des propositions au vice-roi ; Yeh, méconnaissant étrangement les traités, répondit qu'il ne reconnaissait à aucun étranger le droit de pénétrer dans Canton, et que, du reste il ne pouvait traiter verbalement avec eux. Par ses ordres, des proclamations placardées dans tous les quartiers de la ville excitèrent les habitants à tuer les Européens et à incendier leurs factoreries. Ce procédé foulant aux pieds le droit des neutres, les consuls de France et d'Amérique adressèrent à Yeh d'énergiques protestations. Le vice-roi répondit que les actes de rigueur ne seraient dirigés que contre les Anglais ; cependant, le 13 décembre, toutes les factoreries européennes de Canton furent incendiées ; Américains, Français et Anglais durent s'enfuir à bord des navires de leur nation, qui les transportèrent à Hong-Kong et à Macao, à l'abri de tout danger.

Le contre-amiral Guérin, commandant de l'escadre française à Canton, trop faible pour entreprendre des opérations sérieuses, suivit ses nationaux à Hong-Kong, afin d'y attendre des renforts et les instructions de son gouvernement. La flotte anglaise resta sur la défensive, et le commodore américain Armstrong, après avoir réduit le fort de la barrière, se retira également pour attendre de nouvelles instructions.

Cette mesure de prudence prise par les flottes étrangères fut interprétée par les Chinois comme une retraite forcée ; le vice-roi prit aussitôt l'offensive. Son premier acte fut de mettre à prix la tête des barbares (100 taëls par tête).

Le 23 décembre, M. Cowper est enlevé ; le 30, *le Chardon*, paquebot faisant le service des dépêches, est capturé et onze personnes du bord sont décapitées. Le 4 janvier 1857, les Chinois, dont l'audace s'accroît de jour en jour, viennent attaquer les bâtiments

mouillés autour de Macao, mais ils sont repoussés et obligés de s'enfuir avec perte.

Les choses en étaient arrivées à ce point quand, en 1857, l'Angleterre, la France, les Etats-Unis et la Russie résolurent d'envoyer des commissaires et les forces nécessaires pour amener à bien une expédition devenue indispensable. Lord Elgin pour l'Angleterre, le baron Gros pour la France, M. Reid pour l'Amérique, furent les hauts commissaires. L'Angleterre expédia sous les ordres du général Ashburnham un renfort de 5,000 hommes, et la France envoya le contre-amiral Rigault avec une forte division navale. L'Amérique en fit autant.

En attendant les renforts, les Anglais coulèrent des jonques et prirent quelques forts. Le 6 juillet, lord Elgin apprenant en débarquant à Hong-Kong les graves événements des Indes, partit immédiatement pour Calcutta et ne retourna à Hong-Kong que le 20 septembre, où il fut rejoint par le baron Gros le 15 octobre. Les commissaires américains et russes, M. Reid et le comte Poutiatine, arrivèrent un peu plus tard; et dans les premiers jours de décembre les derniers renforts venus d'Europe ayant rejoint, lord Elgin et le baron Gros résolurent de sortir de l'expectative; le 10, ils envoyèrent un ultimatum aux autorités de Canton; Yeh répondit par un refus absolu. Le 24, les commandants des forces navales firent une nouvelle sommation sans plus de succès. Le 28, les deux escadres ouvrirent le feu; en peu d'heures les forts sont enlevés, les casernes, bâties en bois, sont incendiées et les troupes chinoises s'enfuient dans toutes les directions; Yeh lui-même est obligé d'abandonner son palais et de prendre un déguisement. Le 29, les alliés enlèvent les faubourgs et entourent la ville chinoise. Le 30 au matin, en signe de paix, un grand nombre de drapeaux blancs flottent sur les murailles de la ville, et un officier tartare se présente pour ouvrir les négociations avec les alliés. On lui répond qu'on ne traite qu'avec le général en chef ou le vice-roi. On attend vainement la réponse. Le 5 janvier 1858, on pénètre dans la ville, on prend le général tartare; le gouverneur et le vice-roi lui-même tombent au pouvoir des alliés. Le même jour on découvrit le trésor, des coolies chinois portèrent plus de 600 caisses de lingots d'argent à bord des navires alliés. On prit aussi les archives de Yeh, parmi lesquelles on trouva toutes les correspondances avec la cour de Péking relativement aux traités.

Afin de concilier les intérêts des Européens et des Chinois, les alliés résolurent de maintenir Pikwée dans ses fonctions de gouverneur de Canton, mais en lui adjoignant des officiers anglais et français, chargés de contrôler ses actes. Le blocus de Canton fut levé, mais l'état de siège maintenu; Yeh, prisonnier des alliés, envoyé à Calcutta, y mourut quelques mois après.

Les militaires, croyant avoir atteint leur but et ouvert la voie aux

négociations, les diplomates songèrent à accomplir leur mission ; d'un commun accord on se rendit à Shangaï. Comme le comte Pou-tiatine l'avait prévu, les négociations entamées à une aussi grande distance de la capitale n'aboutirent point. La Russie et l'Amérique ayant aussi des griefs contre le gouvernement chinois, les représentants des quatre puissances envoyèrent simultanément des commissaires à Péking pour demander que le gouvernement déléguât des hauts commissaires, afin de traiter sur les bases que voici :

« Admission des ambassadeurs à Péking ; libre exercice du culte chrétien ; admission du commerce étranger dans tous les ports et fleuves de l'empire ; révision des traités de douane ; des droits de transit perçus dans l'intérieur de l'empire. Ils ajoutèrent que si les hauts commissaires n'étaient pas arrivés avant la fin de mars, les flottes se dirigeaient vers la capitale et auraient recours à la force. »

Le premier ministre, à qui les dépêches étaient adressées, ne daigna pas y répondre ; il se borna à dire que Yeh avait été destitué et remplacé par Hang, qui seul était chargé de traiter avec les étrangers.

Le traité de Nanking portant la clause que les fonctionnaires de la Grande-Bretagne en Chine correspondraient avec les grands fonctionnaires de l'empire, lord Elgin et ses trois collègues renvoyèrent cette réponse et informèrent la cour de Péking qu'ils allaient immédiatement se diriger vers l'embouchure du Pe-ho, où les négociations, appuyées par le canon, amèneraient plus promptement une solution.

Le 20 avril, la flotte combinée, forte de 27 bâtiments de guerre, — 14 anglais, 8 français, 2 américains et 1 russe, — arrivaient devant l'embouchure du Pe-ho. On fit vainement de nouvelles démanches pour ouvrir les négociations. Enfin le 18 mai, les plénipotentiaires et les chefs militaires des quatre puissances se réunirent à bord de *l'Audacieuse* ; on décida que le lendemain on sommerait le commandant de Tang-Kou de remettre les forts de l'entrée du Pe-ho. Le 20 la sommation fut faite, et, sur le refus du commandant, les amiraux Rigault et Seymour firent ouvrir le feu.

Les ouvrages de défense du Pe-ho étaient incomparablement mieux construits et mieux armés que tous ceux qu'on avait rencontrés jusqu'alors dans ces contrées, et l'entrée du fleuve était habilement barrée. Ces obstacles ne changèrent en rien la résolution prise par les amiraux. Au début de l'action, les Chinois ripostèrent assez vivement ; mais dès qu'ils virent que leur feu n'épouvantait pas les barbares, milices chinoises, tartares, garde impériale, tous s'enfuirent en abandonnant non seulement leurs pièces de position, mais aussi leur artillerie de campagne. On trouva dans chaque fort une vingtaine de pièces de campagne, autant de pièces de gros calibre et un

très grand nombre de vieux fusils, qu'on appelle à Liége *fusil-bord*, plus dangereux pour celui qui s'en sert que pour celui qui en subit le feu. Dans le commerce, ces armes se vendent de 6 à 8 francs.

Après la prise des forts du Pe-ho, où les Anglais avaient perdu 30 hommes et les Français 85, on remonta le fleuve jusqu'à Tien-Tsin, presque à mi-chemin de Péking. Deux hauts commissaires, munis de pleins pouvoirs, y arrivèrent le 3 juin et se mirent en rapport avec les ambassadeurs des quatre puissances. Quatre traités furent conclus à des dates différentes. Les traités avec les Américains et les Russes furent signés le 18 juin ; celui avec les Anglais le 26, et celui avec les Français le 27 du même mois. A tort ou à raison, cette division dans les conventions parut suspecte... Quoi qu'il en fût, les traités stipulèrent en faveur des Anglais le droit de tenir une représentation permanente à Péking, ouvrirent de nouveaux ports au commerce étranger, et fixèrent les indemnités de guerre à 30 millions pour l'Angleterre et à 15 millions pour la France. Les ambassadeurs devant rester à Tien-Tsin jusqu'après la ratification des traités, l'Empereur s'empressa de signer, afin que la flotte quittât le Pe-ho pour se rendre à Shangaï, où l'on devait négocier un traité additionnel réglant certaines questions relativement à la douane.

A Shangaï, après avoir débattu les ordonnances du commerce, destinées à former une addition aux traités de Tien-Tsin, les commissaires chinois adressèrent une dépêche à lord Elgin, dans laquelle ils exposèrent catégoriquement « qu'à Tien-Tsin, en présence des escadres alliées, les négociations s'étant faites sous l'impression de la force, ne pouvaient pas être prises en sérieuse considération par l'Empereur, qui avait été obligé de subir la loi du plus fort ; que la clause du traité, autorisant la résidence en permanence d'une ambassade britannique à Péking, étant incompatible avec le sentiment de la population de la capitale, amènerait de nouveaux conflits, que les deux parties avaient un égal intérêt à éviter et que, en conséquence, ils proposaient un autre mode de transactions ; ils voulaient que la légation anglaise résidât en tout autre lieu qu'à Péking, comme il était stipulé dans les traités américains et français. »

Lord Elgin rejeta cette nouvelle proposition ; le 28 octobre, les hauts commissaires adressèrent une nouvelle dépêche à Son Excellence, dans laquelle ils affirmèrent que la résidence d'étrangers à Péking aurait des conséquences désastreuses pour le gouvernement impérial. Lord Elgin répondit que si l'ambassadeur de la Reine, chargé de ratifier les traités, était convenablement reçu à Péking, il intervendrait pour que le ministre anglais en Chine résidât ailleurs que dans la capitale, où il se rendrait seulement toutes les fois qu'une affaire de quelque importance l'y appellerait.

Campagne de 1859.

Les négociations en étaient à ce point, quand en mars 1859 lord Elgin et le baron Gros remirent la gestion des affaires pour l'Angleterre à Sir Bruce, et pour la France à M. de Bourboulon.

La concession faite par lord Elgin relativement à la résidence des ministres étrangers ayant été considérée par le gouvernement chinois comme un acte de faiblesse, de peur même, les hauts commissaires prétendirent que les ratifications des traités fussent échangées à Shangaï au lieu de Péking, et que le voyage des ministres de France et d'Angleterre se fit par terre. Ces propositions furent énergiquement rejetées.

Le gouvernement chinois ne s'en tint pas là ; dès le mois d'avril, les ministres d'Angleterre et de France apprirent que non seulement la *Gazette de Péking*, le journal officiel, n'avait pas fait mention des traités de Tien-Tsin, mais encore qu'il avait annoncé la retraite des barbares en termes injurieux. On les informa en même temps que le général en chef, le redoutable Sang-Ko-lin-sin, relevait les forts du Pe-ho afin d'empêcher les ministres européens d'arriver une seconde fois à Tien-Tsin ou de se rendre à Péking.

Les ministres d'Angleterre et de France virent clairement qu'il fallait renoncer à échanger les ratifications des traités ; on devait considérer ces traités comme nuls ou contraindre par la force le Fils du Ciel à observer ses engagements. Ce dernier moyen, la guerre, était donc de nouveau provoquée par la mauvaise foi d'un gouvernement suranné et ridicule, dont l'incurie et la duplicité sont les principales causes de la misère et du crétinisme où est tombée une population équivalente à celle de la moitié du monde.

La guerre étant résolue, on rassembla les forces navales disponibles. En juin 1859, l'escadre combinée arriva devant l'embouchure du Pe-ho. L'amiral Hope avait 2 frégates, 3 corvettes, 2 avisos et 9 canonnières ; la marine française, occupée en Cochinchine, était représentée seulement par une corvette et un tout petit bâtiment portant 2 canons. C'était avec ces faibles forces que les ministres d'Angleterre et de France voulaient forcer l'entrée du Pe-ho et de la Chine.

Le 21 juin, les ministres de France et d'Angleterre se présentèrent pour se rendre à Pékin par la route directe ; on leur répondit qu'ils avaient à aborder à Pe-tang, à 10 milles au nord du Pe-ho, où une escorte les attendait. Connaissant la mauvaise foi de la diplomatie du Céleste Empire, sachant qu'elle ne manquerait pas de taxer de faiblesse la moindre hésitation de la part des alliés, sûrs enfin d'essuyer un second refus à Pe-tang, ils décidèrent à l'instant de s'ouvrir un passage par la force.

Le 22, on fit vainement sommer les autorités chinoises de livrer

passage ; le 23 et le 24 on se préparait au combat, et bien qu'on reconnût que l'entrée du Pe-ho était mieux défendue que par le passé, qu'on avait élevé un triple barrage à l'entrée du fleuve, et que les forts étaient bien conditionnés et bien armés, l'amiral anglais persista dans sa résolution d'attaquer le lendemain.

Le 25 juin, les embarcations anglaises franchirent la première estacade du Pe-ho et détruisirent en partie le barrage flottant, sans être dérangées par le feu des forts. Le gouverneur du Pé-tchi-li (province du Pe-ho), voyant que les obstacles n'arrêtaient point les attaques des alliés, leur adressa une dépêche qui n'avait d'autre but que de gagner du temps ; l'amiral Hope n'en continua pas moins les opérations commencées : monté sur *le Plover*, suivi de *l'Opossum*, il alla hardiment amarrer ses deux navires aux pieux de la première estacade, afin de les arracher par l'impulsion de la vapeur.

Les forts du Pe-ho, restés silencieux jusqu'alors, entrèrent en action : leur feu convergent, dirigé sur l'espace resserré compris entre les deux barrages, eut d'autant plus d'effet que les Anglais y avaient accumulé leurs principales forces et n'y pouvaient répondre que par un feu divergent.

L'amiral, voyant bientôt que les opérations navales n'offraient point de chances de succès, que la journée était compromise, fit un suprême effort, engagea sa réserve, continua la canonnade et jeta des troupes à terre, avec ordre d'enlever immédiatement les forts. Le terrain marécageux offrant de grandes difficultés aux troupes de débarquement, leurs opérations manquèrent d'ensemble et d'impulsion, et l'attaque combinée par terre et par mer échoua.

Dans cette journée du 25 juin 1859, les Anglais eurent 3 canonnières coulées, l'amiral Hope et 450 hommes mis hors de combat. Les Français, qui n'avaient eu que peu de monde engagé, perdirent 15 hommes dont 10 blessés.

Cet échec fit dire à quelques écrivains que les campagnes de 1857 et de 1858 avaient aguerri les troupes chinoises et que dorénavant les Européens n'en auraient plus aussi facilement raison.

Les faits n'ont pas tardé à faire ressortir le peu de fondement de ces assertions ; et en effet, un an plus tard, nous voyons que la redoutable cavalerie tartare, pas plus que la garde de l'empereur, ne peuvent seulement soutenir le regard des troupes européennes ; qu'à Tang-tchou comme à Palikao, une poignée d'Anglais et de Français sont parvenus, sans perdre presque personne, à dissiper les innombrables armées du Céleste Empire.

Ce n'est donc ni la bravoure des Chinois ni les progrès qu'ils avaient faits dans l'art de combattre qui amenèrent l'échec du 25 juin, mais bien la mauvaise direction donnée à l'attaque et les trop

faibles moyens dont on disposait pour la mener à bonne fin. Personne n'ignore que, dans la défensive, les Chinois ont pour principe de pointer toutes leurs pièces avant l'action, de manière à battre la chaussée, le défilé ou la passe par où ils supposent que l'ennemi cherchera à les aborder. Dans la défense de Pe-ho, fidèles à leur principe, ils avaient disposé toute leur artillerie de manière à défendre le barrage, à battre la passe, et c'est précisément là qu'on a été les attaquer... De telles opérations ne dénotent-elles pas plutôt défaut de calcul que faux calcul ?

L'entreprise contre le Pe-ho ayant complètement échoué et le peu de forces dont disposaient les alliés ne permettant pas de faire une nouvelle tentative, l'escadre se retira à Shangaï.

L'échec subi dans le Pe-ho par les troupes alliées causa une vive sensation par toute l'Europe. La France et l'Angleterre, dont les pavillons avaient été indignement outragés, ne pouvaient rester sous la fâcheuse impression d'une défaite et ne pouvaient non plus laisser impunément déchirer les traités de Tien-Tsin. Les deux gouvernements résolurent une nouvelle expédition sur une vaste échelle ; la mauvaise foi de la cour de Péking devait amener de terribles représailles.

Campagne de 1860.

L'association de deux puissances rivales dans le but d'entreprendre une guerre contre une troisième puissance éveille toujours des susceptibilités, des jalousies même parmi les associés.

Bien que l'Angleterre semblât accepter avec empressement le concours de la France dans la guerre contre la Chine, son gouvernement, cependant, ne vit pas sans appréhension les proportions que son alliée cherchait à prendre dans la nouvelle expédition.

Jaloux de conserver intacte la prépondérance que son pavillon exerce depuis des siècles dans ces contrées lointaines, le gouvernement anglais refusa un concours qui menaçait de dépasser les forces dont il pouvait disposer lui-même.

Le gouvernement français, dans un but de conciliation et d'entente cordiale, réduisit les proportions qu'il s'était d'abord proposé de donner à l'effectif des troupes destinées à l'expédition de Chine, et se conforma ainsi au désir exprimé par son alliée.

Dans le principe, « il ne s'agissait de rien moins, dit un auteur français, M. Paul Varin, que de créer quatre nouveaux régiments de zouaves avec tous les volontaires qui se présenteraient ; et, pour être agréable au gouvernement belge, qui en avait fait la demande, de leur adjoindre un bataillon composé de mille soldats de cette nation : en un mot, de porter l'effectif des troupes de

» débarquement au chiffre de 45 à 48 mille hommes. Mais les exigences de l'alliance anglaise firent évanouir ces projets trop grandioses. Pour tout concilier, le gouvernement français les réduisit à des proportions plus modestes, et l'extrême susceptibilité de nos voisins, désormais respectée, on put espérer que l'entente cordiale garderait sa sérénité. »

Le gouvernement français se borna donc à envoyer en Chine deux brigades d'infanterie formant une division composée comme suit :

Commandant en chef, le général de division Cousin de Montauban.
 Etat-major général 4 officiers.
 Service topographique . . . 2 —
 Etat-major de l'artillerie . . 16 —
 Etat-major du génie 4 —
 Service de l'intendance . . . 5 intendants et 41 officiers d'administration.
 Service de santé 44 officiers.

TROUPES

Infanterie, deux brigades	5510 hommes.
Artillerie	4200 —
Génie	300 —
Cavalerie	50 —
Soldats d'administration	220 —
Infirmiers	80 —
Train	120 —

Total 7480 hommes.

La 1^{re} brigade, commandée par le général Janin, était composée de 2 bataillons de chasseurs et de 2 bataillons du 101^e de ligne ; la 2^e brigade, commandée par le général Collineau, s'était formée de 2 bataillons du 102^e de ligne et 2 bataillons d'infanterie de marine. Les 50 cavaliers étaient pris dans le 2^e régiment de spahis d'Afrique. L'artillerie, forte de 30 pièces, était divisée en 4 batteries, une compagnie de pontonniers, un détachement de fuséens et une section d'armuriers.

L'effectif de l'armée anglaise était de 7783 soldats anglais et de 4830 soldats indiens, en tout 12,613 hommes, formant deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie. Sir John Mitchell commandait la 1^{re} division, sir Robert Napier, la 2^e. Pattel commandait la cavalerie ; Crafton l'artillerie ; et sir Hope Grant, qui s'était fait connaître dans la guerre des Indes, commandait en chef. — 4000 coolies chinois suivirent l'armée anglaise. Ces coolies, chargés de toutes les corvées, rendirent de grands services. On les employa même à faire des travaux de fortification où plusieurs d'entre eux se firent bravement tuer.

Le total de ces deux armées s'élevait donc à peine à 20 mille hommes, et c'est avec cette petite armée qu'on entreprit de dicter la loi au plus vaste empire du monde.

Voici quelles étaient, en résumé, les instructions des généraux en chef : dépasser l'embouchure du Pe-ho, débarquer, emporter les forts qui ferment l'entrée de ce fleuve, prendre une position menaçant Péking, se rendre maîtres de Tien-Tsin, et, en cas de besoin, marcher sur Péking, s'emparer de la haute direction des affaires, poursuivre la guerre aussi loin qu'on le jugerait nécessaire pour obtenir le but politique qu'on s'était proposé, la ratification des traités de Tien-Tsin, que le canon chinois avait déchirés à l'embouchure du Pe-ho, en juin 1859.

Vers la fin de 1859, les renforts anglais et français quittèrent l'Europe pour se rendre en Chine. Le général de Montauban ne quitta la France que le 12 janvier 1860, alors que toutes ses troupes étaient embarquées, et en prenant la voie de Suez, il arriva en Chine longtemps avant son armée, qui avait pris la voie du Cap. Montauban débarqua le 12 mars à Shangaï et fit tous les préparatifs nécessaires pour y recevoir son armée, qui n'arriva que dans la dernière quinzaine de mai et au commencement de juin. La traversée avait été heureuse, on n'avait guère perdu plus de monde qu'en garnison.

Peu de jours après l'arrivée du général de Montauban, les plénipotentiaires d'Angleterre et de France, MM. Bruce et de Bourboulon, adressèrent un ultimatum à la cour de Péking, demandant une réparation solennelle de l'affaire du Pe-ho. La réponse portant un refus formel, le 8 avril, la guerre fut officiellement déclarée à l'empire de Chine.

Le général en chef de l'armée anglaise, sir Hope Grant, arrivé vers cette époque, se concerta avec le général de Montauban pour procéder à l'occupation de l'archipel de Chu-san, afin de faire servir ces îles de lieux de rassemblement aux deux armées et de base aux opérations qu'on allait entreprendre dans le golfe de Pé-tchi-li. En conséquence, 2000 Anglais et 200 Français furent immédiatement envoyés à Chu-san ; ces troupes prirent terre sans coup férir et préparèrent tout pour recevoir l'armée.

Comme nous venons de le dire, vers le milieu de juin, les troupes anglaises et françaises étaient concentrées dans les ports et dans les îles autour de Shangaï. Quelques petits incidents, le naufrage de l'*Isère*, chargée des objets d'ambulance, de campement et des harnachements de l'artillerie ; l'incendie de la *Reine des Clippers*, portant un hôpital de 500 lits, la pharmacie vétérinaire et des objets d'habillement et de rechange pour une grande partie de l'armée ; et surtout l'obligation où l'on se trouva d'aller chercher des chevaux au Japon, mirent un petit retard dans les opérations.

Dans les premiers jours de juillet, l'armée des alliés partit des environs de Shangaï pour le golfe de Pé-tchi-li, où elle avait été précédée par des détachements d'Anglais et de Français, qui avaient pris terre, les premiers dans l'île de Ta-tieou-houan, les seconds dans celle de Tché-Fou. L'armée débarqua dans les mêmes îles et en fit sa base pour opérer contre l'embouchure du Pe-ho.

L'embouchure du Pe-ho, le point du rivage le plus rapproché de la capitale, avait été désigné par les deux gouvernements comme l'endroit le plus favorable à un débarquement. A la suite d'une première reconnaissance, les généraux en chef avaient décidé qu'on débarquerait sur les deux rives du fleuve ; que les Français prendraient terre sur celle de droite, les Anglais sur celle de gauche.

Une seconde reconnaissance en décida autrement ; celle-ci conclut à l'impossibilité de débarquer une armée sur la rive droite ; elle amena les généraux en chef à renoncer à opérer isolément, chacun sur une des rives du fleuve, et les persuada d'agir simultanément par la rive gauche, sur le village de Pe-Tang, considéré comme étant le point de la côte offrant le moins de difficultés à un débarquement.

Le 19 juillet, les deux généraux en chef, les amiraux anglais et français tinrent à Tché-Fou un conseil de guerre auquel assistèrent les deux ambassadeurs, lord Elgin et le baron Gros, nouvellement arrivés avec mission de remplacer MM. Bruce et de Bourboulon. Il y fut décidé que le 28 les flottes alliées se réuniraient dans le golfe de Pé-tchi-li, à hauteur du Pe-ho ; qu'on emploierait les journées du 29 et du 30 à faire la reconnaissance en détail du village de Pe-Tang et de l'embouchure de la petite rivière de Pe-Tang-ho, qui se jette dans le golfe à quelques milles au nord du Pe-ho.

Le 26, les flottes reprirent la mer, et, comme il avait été convenu, elles firent leur jonction dans le golfe de Pé-tchi-li, à hauteur de l'embouchure du Pe-ho le 28 juillet.

Le voisinage de ce point avait été désigné comme lieu de débarquement pour deux raisons : d'abord parce que c'est le point de la côte le moins éloigné de Péking, et qu'en y débarquant on avait à faire, par terre, le moins de chemin possible pour arriver dans la capitale ; et puis parce que le fleuve, passant près de la capitale, était une excellente voie de communication pour alimenter l'armée.

Le 29 et le 30, les reconnaissances qu'on fit de la partie de la côte du golfe de Pé-tchi-li, comprise entre le Pe-ho et le Pe-Tang-ho, rapportèrent que l'entrée du fleuve était obstruée par un triple barrage sur lequel était dirigé le feu de l'artillerie d'une grande partie des forts élevés sur les deux rives ; qu'à droite et à gauche de ce fleuve, le terrain était couvert de vase et de boue, et qu'on ne com-

muniquait d'un village à l'autre que par des chaussées étroites ; que le Pe-Tang-ho est également obstrué par des barrages défendus par des forts établis sur ses deux rives ; que le village de Pe-Tang, situé dans un îlot de cette petite rivière, communique avec le village de Singho par une chaussée qui va aboutir au Pe-ho, en amont des forts qui défendent l'entrée du fleuve ; que le terrain sur la rive gauche du Pe-Tang-ho, moins boueux et moins vaseux que celui de la rive droite, est le lieu le plus favorable pour opérer un débarquement ; et enfin, que des embarcations d'un petit tirant d'eau, en remontant le Pe-Tang-ho jusqu'aux barrages, pourraient faire une utile diversion en faveur de l'attaque que dirigeaient des troupes de débarquement contre le village de Pe-Tang, admirablement situé pour servir de base aux opérations qu'on serait obligé d'entreprendre contre les forts de l'embouchure du Pe-ho.

Le 1^{er} août, l'attaque se fit d'après les indications données par les reconnaissances : tandis que quelques canonnières menaçaient le village de front, des troupes anglaises et françaises le tournaient et enlevaient, sans coup férir, le pont qui y donne accès (voir le croquis). Les forts de Pe-Tang, armés de canons en bois, étaient abandonnés, et la population ne songeait qu'à fuir.

Le 2, les armées alliées débarquèrent tranquillement à Pe-Tang et firent de ce village leur première base d'invasion du Céleste-Empire et de sa gigantesque capitale.

Le 3, une reconnaissance poussée sur la chaussée à Singho et de là du Pe-ho fit découvrir un camp de cavalerie tartare établi à cheval sur cette chaussée.

Quelques jours plus tard, une nouvelle reconnaissance constata que la cavalerie tartare occupait toujours la chaussée conduisant dans l'intérieur du pays.

Le 12 août, les alliés, décidés à pénétrer dans l'intérieur du pays, chassèrent la cavalerie ennemie campée sur la chaussée et s'emparèrent facilement de Singho, d'où ils débordèrent tous les forts du bas Pe-ho, sans la prise desquels ils ne pouvaient remonter le fleuve.

Dans la journée du 13, on fit la reconnaissance de Tang-ho, village fortifié et renfermant un nombre de troupes assez considérable. Le 14, on attaqua ce village, les Anglais prirent la droite de l'attaque, les Français, la gauche. La forteresse n'étant fermée que par une porte à claire-voie s'ouvrant sur un pont en madriers jeté sur le fossé, l'artillerie renversa cette porte, et une fois la forteresse ouverte, les troupes chinoises l'abandonnèrent. Les alliés y entrèrent paisiblement vers neuf heures du matin, y trouvèrent 19 pièces en bronze, des armes, du matériel de guerre et les tentes que les Tartares venaient d'abandonner.

Le 17 août, des reconnaissances sur les deux rives du Pe-ho

rapportent que des forts assez bien conditionnés défendent l'entrée du fleuve des deux côtés ; que, sur la rive gauche, deux forts défendent à la fois l'embouchure et l'estacade, et que sur la rive droite la défense était composée de trois forts et du village Si-kou, fortement retranché.

Sur ces données, un pont volant fut jeté sur le fleuve et une des brigades françaises alla s'établir sur la rive droite avec mission de couper toute communication entre l'intérieur du pays et les forts de Si-kou.

On avait remarqué que les forts des deux rives étaient assez bien armés et assez rapprochés les uns des autres pour se soutenir mutuellement. Le 21, on se décida à attaquer les forts de la rive gauche en commençant par le plus voisin du village de Tang-ho. Deux brigades, une anglaise et une française, une nombreuse artillerie et quelques bâtiments légers ancrés dans le fleuve, prirent part à cette attaque. Le feu de l'artillerie des batteries de terre et de mer démonta bientôt le courage des Chinois ; et le premier fort fut enlevé d'assaut. Le même jour l'autre fort de la rive gauche se rendit sans soutenir l'attaque, et dans la soirée le vice-roi du Pé-tchi-li signa une capitulation par laquelle il abandonnait les deux rives du Pe-ho, ses forts, ses camps retranchés et la libre navigation du fleuve jusqu'à Tien-Tsin.

Plus de cinq cents pièces de gros calibre et beaucoup de munitions de guerre étaient restées entre les mains des alliés ; et l'ennemi démoralisé fuyait dans toutes les directions, en laissant un millier de morts et de blessés sur le terrain du combat. Les pertes des alliés furent comparativement insignifiantes.

Le 22, les flottes alliées s'engagèrent dans le Pe-ho et débarquèrent son entrée. Les 23 et 24 août, les canonnières montèrent le fleuve jusqu'à 50 kilomètres en amont de son embouchure, près de Tien-Tsin, où les armées alliées allèrent bientôt les rejoindre.

Tien-Tsin a une population de 500 à 600 mille âmes, et sert d'entrepot à un immense commerce ; sa position sur le Pe-ho et sur le canal impérial y fait affluer de toutes les parties de l'empire les denrées qui alimentent la capitale ainsi qu'une grande partie du Pé-tchi-li. Les murailles de cette ville auraient permis d'opposer une certaine résistance ; mais la population, loin d'être hostile aux alliés, les reçut avec bienveillance.

C'est dans cette ville, dont l'occupation pouvait affamer la capitale, que la diplomatie voulait poursuivre ses travaux. Les envoyés du Fils du Ciel se montrèrent d'abord assez conciliants ; on s'était mis d'accord sur les points principaux, et tout paraissait conclu, mais lorsque le moment de signer fut venu, le négociateur chinois déclara n'avoir point de pouvoir suffisant pour traiter avec les étrangers.

Les alliés comprirent alors qu'on ne pouvait espérer de traiter avec le gouvernement chinois qu'à Péking même ; mais s'engager à 150 kilomètres dans l'intérieur des terres pour atteindre la capitale de ce vaste empire, avec les faibles forces dont ils disposaient, paraissait pour le moins une entreprise audacieuse. La mollesse et l'indifférence des populations et l'impuissance où s'étaient vues les troupes chinoises de résister aux troupes alliées, avaient démotivé les uns et exalté la confiance chez les autres. Les généraux alliés résolurent donc immédiatement de marcher sur Péking.

Une grande route dallée conduit de Tien-Tsin à Péking en longeant le fleuve sur presque tout son parcours. Les alliés, décidés à suivre cette route, se mirent en marche sur trois colonnes ; la première partit le 9 septembre, la deuxième le 10, la troisième le 11. Elles marchèrent par petites journées, et le 15 les trois colonnes se réunirent à Khro-se-you où l'on reprit les négociations entamées à Tien-Tsin.

Lord Elgin et le baron Gros annoncèrent aux généraux que, conformément à une convention définitive qu'ils venaient de conclure avec les Chinois, les troupes alliées devaient s'arrêter à 8 kilomètres de Tang-Tchou, que les entrevues avec les commissaires impériaux auraient lieu dans cette ville, et qu'ensuite les représentants de l'Angleterre et de la France, accompagnés d'une escorte d'honneur, se rendraient à Péking pour ratifier les traités et échanger les signatures.

Le 17 septembre on marche sur Tang-Tchou, les Français avec un millier d'hommes seulement, les Anglais avec toutes leurs forces moins les troupes employées à la garde du matériel laissé à Khro-se-you. Chez les alliés, la confiance était telle, qu'on avait envoyé d'avance à Tang-Tchou des officiers et quelques personnes attachées à l'armée, pour y préparer le nécessaire aux deux armées.

Les troupes alliées arrivèrent dans la matinée à Ma-lao ; le village était désert et offrait des traces encore fraîches d'un immense bivac de cavalerie. Cet indice, assez significatif cependant, n'éveilla pas les soupçons. Les envoyés précédant l'armée n'étant pas revenus et n'ayant adressé aucun rapport aux généraux, on ne se défia point de la ruse des Chinois.

Le 18, de grand matin, on partit de Ma-lao pour le point désigné par les ambassadeurs. Les Anglais, qui marchaient en tête, avaient à peine fait quelques kilomètres qu'ils virent toute une armée de Tartares en bataille devant eux. Plus de doute, les nouvelles ouvertures de paix n'étaient qu'un piège. Le général Grant fit prévenir le général de Montauban en l'engageant à hâter la marche, afin d'arriver le plus promptement possible en ligne pour engager le combat.

Après quelques pourparlers, les deux généraux conviennent du parti à prendre : on résolut de tomber immédiatement sur l'ennemi,

dont l'ordre de bataille formait un vaste demi-cercle adossé à un canal. Les Anglais devaient contenir la droite de ce demi-cercle, pendant que les Français déborderaient sa gauche, afin de refouler cette aile devant le centre ennemi, où était placée son artillerie. Cette manœuvre eut un plein succès : non seulement la gauche de la cavalerie tartare, refoulée vers le centre du demi-cercle, paralysa l'effet de sa propre artillerie, mais encore elle y fut accablée par le feu convergent de celle des Anglais et forcée de fuir à travers les troupes encore en bataille qu'elle entraîna avec elle.

Dans cette journée, à laquelle on donna le nom de combat de Tang-Tchou, les Tartares éprouvèrent des pertes considérables, tandis que les alliés, paraît-il, n'eurent qu'un homme tué, le lieutenant de Damas, et encore cet officier fut-il frappé lâchement par un Tartare qu'on avait épargné.

Les journées des 19 et 20 septembre furent employées à des reconnaissances constatant que de nombreux camps de cavalerie se trouvaient devant les alliés et au-delà de Tang-Tchou. On fit aussi des démarches pour avoir des nouvelles des officiers dépêchés à Tang-Tchou, on réclama leur mise en liberté, et cette demande ayant été accueillie par un refus formel, on put se convaincre que la défaite du 18 n'avait pas frappé les Chinois autant qu'on l'avait supposé. Confiants dans leur brillante cavalerie tartare, ils ne doutaient pas de battre les barbares, de les envelopper et de les prendre jusqu'au dernier.

Le 21, la rencontre entre cette redoutable cavalerie et les troupes alliées eut lieu dans la plaine en avant de Pali-kao. Les Tartares, adossés au canal conduisant du Pe-ho à Péking et formés en demi-cercle, leur artillerie placée vers le centre en avant du pont de Pali-kao, présentaient un front de plus de 5 kilomètres d'étendue.

Les alliés, malgré leur faiblesse numérique, persuadés de vaincre, divisèrent leurs forces en 5 ou 6 colonnes et marchèrent droit à l'ennemi, sans hésiter, mais sans trop savoir contre quel point de l'ordre de bataille. Les Tartares, voyant ces faibles colonnes s'enfoncer dans la partie rentrante de leur ordre de bataille, portèrent leurs deux ailes en avant comme pour écraser les barbares dans une espèce de tenaille.

Ces petites colonnes, au lieu de s'épouvanter et de se désunir, se resserrent à mesure que le danger augmente et au lieu de fuir voient du feu dans toutes les directions. La cavalerie tartare, étonnée de tant d'audace, recule épouvantée ; les chefs font vainement des efforts pour ramener ces troupes d'élite sur les petites masses des alliés ; cette formidable cavalerie, ne pouvant supporter le regard des troupes alliées, abandonne son artillerie et fuit dans toutes les directions. Les Français, qui combattaient à la droite des Anglais, enlevèrent alors l'artillerie placée en avant du pont de Pali-

kao, pendant que leurs alliés balayent la gauche du champ de bataille.

Dans cette journée du 21 septembre les Chinois perdirent 2,000 hommes et 27 canons en bronze. Les Français eurent 3 hommes tués et 17 blessés ; les Anglais subirent à peu près les mêmes pertes.

La bataille de Pali-kao ayant complètement détruit le prestige de l'invincibilité de la cavalerie tartare, à partir de ce jour elle ne se présenta plus devant les alliés, à qui la route de Péking était dès lors ouverte.

Les alliés, en battant la cavalerie tartare, avaient complètement démoralisé l'ennemi, et l'occasion était belle pour marcher sur la capitale, qui, selon toutes les probabilités, prise au dépourvu, se serait immédiatement rendue. Malheureusement, les alliés manquaient de munitions pour une aussi grande entreprise, et les renforts qu'ils avaient demandés à Tien-Tsin n'étaient pas encore arrivés.

Le 4 octobre, les renforts et les munitions étant arrivés, on se disposa à quitter les campements de Pali-kao, pour marcher sur Péking. L'armée avec laquelle on allait entreprendre l'attaque de la capitale ne dépassait pas 8,000 hommes : 4,300 Anglais, 3,500 Français. De ce nombre on laissa 400 Anglais à Tchang-kia et 200 Français à Pali-kao, pour couvrir les derrières de l'armée et maintenir la navigation libre avec Tien-Tsin.

Le 5 au matin, les alliés se mirent en marche sur Péking et s'arrêtèrent dans un gros village à 5 kilomètres des murailles de la capitale.

Le 6, les troupes alliées, formées en quatre colonnes, se portèrent sur la capitale. Arrivées devant les remparts, elles les trouvèrent abandonnés, et apprennent que, selon toutes les probabilités, l'armée tartare était campée en avant du Palais d'été, situé à 12 kilomètres au nord-ouest de Péking.

Les diplomates et les généraux alliés, jugeant que la destruction de l'armée chinoise serait le moyen militaire qui conduirait le plus efficacement et le plus promptement à une bonne solution politique, prirent le parti de marcher immédiatement sur le Palais d'été, afin d'y avoir une nouvelle rencontre avec cette redoutable cavalerie tartare, que cette fois ils se promettaient bien de détruire.

Les Français longèrent d'abord le rempart extérieur de la capitale et suivirent ensuite la route conduisant de la face nord de Péking au Palais d'été, où ils arrivèrent dans la soirée. Les Anglais prirent une autre route, se perdirent d'abord dans un dédale de chemins, et ne parvinrent à rejoindre les Français que le lendemain dans la journée.

L'empereur avec sa cour avait abandonné sa résidence d'été et s'était retiré dans l'intérieur du pays. L'armée qu'on supposait cam-

pée autour de ce palais en avait fait autant, de sorte que les alliés s'emparèrent, sans effort, de cette réunion de palais, de pagodes et de jardins couvrant une survace d'environ 15 kilomètres carrés.

Le lendemain 7, à l'arrivée de l'armée anglaise, une commission, composée d'officiers des deux armées, fut désignée, pour faire choix, dans ces châteaux féériques, des objets dignes d'être offerts à la reine de la Grande-Bretagne et à l'empereur des Français. On procéda de suite au choix et au partage des objets ; mais déjà beaucoup, et des plus beaux, avaient disparu.

Pendant la nuit du 7 au 8, les Chinois mirent le feu au grand village qui s'étendait entre le Palais d'été et Péking. Au jour, il était entièrement consumé. Dans la journée du 8, on envoya des reconnaissances dans la direction de Péking, et les généraux alliés résolurent de se rapprocher de la capitale.

Le 9, les alliés quittèrent ces somptueux palais presque dévastés et allèrent camper sous les remparts de Péking. Le pillage du Palais d'été avait déjà produit son effet ; les Chinois, frappés d'épouvante, convaincus que les alliés étaient décidés à prendre les mesures les plus sévères à leur égard, se décidèrent à renvoyer les prisonniers qui n'avaient pas été étranglés. Les interprètes Parker et Locke, qui furent de ce nombre, avaient d'abord été très maltraités ; mais le premier, homme d'une rare énergie et parlant parfaitement le chinois, avait terrifié ses bourreaux en les menaçant de la terrible vengeance de l'Angleterre. Les Chinois, en vue des services que pouvaient, à l'avenir, leur rendre ces interprètes, dans la rédaction des traités, les avaient épargnés. Les Anglais reçurent 13 prisonniers vivants sur 26, et les Français 5 sur 12.

Le 10, les alliés firent sommer les autorités de la capitale de leur livrer la porte située en face de leur bivac, et les prévinrent que si le 13 ils n'avaient pas accédé à cette demande, ils bombarderaient la ville. Pour armer les tranchées, les Anglais avaient 4 pièces de siège et les Français 4 de 12.

Les alliés firent immédiatement éléver des batteries à 60 mètres des remparts. Les Chinois, du haut de leurs murailles, considéraient ces travaux avec une sorte de curiosité, sans y apporter le moindre obstacle. Pendant qu'on élevait ces batteries, des convois venant de Pali-kao arrivèrent successivement dans le camp des alliés.

Bien que les Chinois n'opposassent aucun obstacle à la marche des travaux d'attaque, la petite armée des alliés n'était pas sans inquiétudes : Si, disait-on, le général San-ko-lin-sin, qui, à en juger par ses dispositions de combat prises à Pali-kao, semble n'être pas dépourvu de quelques capacités militaires, allait répandre son innombrable cavalerie sur nos communications avec Tien-Tsin, ses Tartares, individuellement assez braves, enlèveraient facilement nos convois, faiblement escortés, notre position sous les murs d'une capi-

tale de plus de 2 millions d'habitants et à 140 kilomètres de notre dernière base serait bien compromettante !

La crainte de voir l'ennemi prendre ce parti fut, sans aucun doute, la principale cause des moyens extrêmes que les généraux et les ambassadeurs de France et d'Angleterre employèrent pour imposer au pusillanime et perfide gouvernement chinois.

Les menaces et l'impitoyable sévérité des alliés produisirent encore plus d'effet que leur canon ; dans la nuit du 12 au 13, la réponse favorable que les Chinois firent à la sommation des alliés tira ceux-ci d'une cruelle anxiété : il y fut arrêté que la porte de la capitale la plus voisine du camp serait livrée aux armées alliées.

Le 13 octobre, à midi, les alliés entrent dans Péking et vont camper sur le rempart ; les Anglais à droite de la porte d'entrée, les Français à gauche.

Sans perdre de temps, les diplomates alliés ouvrirent les négociations avec les Chinois. Ces derniers, toujours de mauvaise foi, éludèrent continuellement de formuler les conditions des traités. Lord Elgin, d'un caractère ardent, et dont l'irritation allait sans cesse croissant, convaincu que les négociations ne pouvaient aboutir qu'en terrifiant les Chinois par un acte d'extrême rigueur, proposa de brûler la résidence d'été de l'empereur. Le général de Montauban refusa énergiquement toute participation à un tel acte.

Les Anglais, se souciant peu des scrupules des Français, donnèrent suite à la proposition de leur ambassadeur. Le 18, une de leurs divisions alla détruire de fond en comble ces ridicules et énervantes merveilles de l'Orient. Rien ne fut épargné : résidence impériale ; pagodes aussi vieilles que notre civilisation ; bibliothèques et musées où se trouvaient entassés les produits littéraires et artistiques de cinquante générations ; tout fut livré aux flammes, et, du haut des remparts de Péking, la population chinoise et ses mandarins purent voir les colonnes de fumée s'échappant de cet immense incendie.

On a beaucoup blâmé cette mesure sévère ; pour la bien apprécier il faut se placer dans la condition où se trouvaient les alliés. Lord Elgin vit clairement que, non-seulement les négociations n'aboutiraient point, mais encore que son armée et lui étaient perdus, s'il ne parvenait à terrifier le gouvernement chinois par un coup de foudre.

Sans doute, la destruction du Palais d'été fut un acte d'une excessive rigueur, mais indispensable pour faire comprendre aux Chinois que les alliés étaient résolus de ne reculer devant aucune extrémité.

Bien que ce terrible incendie eût frappé d'épouvante tous les esprits, les mandarins tentèrent encore de tergiverser ; mais lord Elgin, aussi expérimenté que résolu, les fit prévenir que si les con-

clusions des traités n'étaient pas arrêtées avant le 23, la résidence impériale de Péking subirait le sort du Palais d'été.

Cette menace, qui ne pouvait, quant à l'exécution, laisser le moindre doute dans l'esprit des Chinois, produisit son effet. L'ambassadeur anglais, en incendiant le Palais d'été, avait donc frappé juste. Le 20, les conclusions furent arrêtées et il fut convenu que le traité anglais serait signé le 24 et le traité français le 25. L'empereur Hien-fau, retiré en Tartarie, avait envoyé d'avance les ratifications.

Les traités portaient que désormais les représentants d'Angleterre et de France résideraient d'une manière permanente ou par intervalle, comme il plairait aux souverains de ces Etats, à Péking ; — qu'une indemnité de 8 millions de taëls (60 millions de francs) serait payée aux alliés comme indemnité de guerre ; — qu'on rentrait tous les établissements religieux qui avaient été confisqués et que les cultes chrétiens seraient autorisés dans tout l'empire ; que le commerce étranger serait libre dans tous les ports et sur tous les fleuves de l'empire ; — que les traités de douanes et de transit seraient révisés ; — que les alliés évacuerait immédiatement Péking ; mais qu'ils pourraient rester à Tien-Tsin jusqu'au paiement intégral de l'indemnité.

D'après les conventions des traités, le 30, les troupes françaises commencèrent l'évacuation de Péking sur Tien-Tsin. Lord Elgin, toujours à cheval sur la scrupuleuse exécution des traités, refusa de partir avant qu'il eût vu la promulgation des traités dans la *Gazette officielle* de Péking. Le baron Gros, qui serait parti avant cette promulgation, ne voulant pas laisser seul son collègue à Péking, garda près de lui un détachement de troupes françaises et resta avec les Anglais jusqu'après la promulgation des traités qui eut lieu le 6 novembre.

Les 8 et 9, les troupes alliées quittèrent Péking, et le 14 elles furent toutes réunies à Tien-Tsin, où la confiance était revenue avec la paix. On laissa une forte garnison dans cette ville et dans les forts à l'entrée du Pe-ho ; le restant des troupes alliées s'embarqua, les Anglais pour les Indes, les Français, en partie pour entreprendre une nouvelle expédition en Cochinchine, en partie pour rentrer en France.

L'expédition de 1860, si heureusement terminée et à l'aide de si peu de sacrifices, a brisé la barrière que le cupide gouvernement du Céleste Empire avait érigée entre la Chine et les autres parties du monde, afin de maintenir plus aisément dans l'ignorance la plus complète un peuple actif, ayant l'amour du travail et un profond respect pour l'autorité souveraine.

Les traités de Péking ont ouvert les grands ports de la Chine, les fleuves et les canaux au commerce européen, et obtenu la révision des traités de douane et de transit.

Les Anglais, outre les avantages commerciaux qu'ils ont tirés de

cette expédition, ont trouvé le moyen de se faire céder le vaste territoire d'Hassloou, situé sur le Continent, en face de l'île de Hong-Kong qu'ils possédaient déjà. Ce territoire complète le développement de la colonie anglaise dans l'extrême Orient, et assure surtout l'extension de leur commerce en Chine.

Les Français, moins habiles, et surtout moins prévoyants que les Anglais, n'ayant pris, préventivement, aucune disposition qui leur garantît l'acquisition d'un territoire quelconque dans la mer de la Chine, tentèrent de se maintenir dans l'archipel de Chusan, qu'aux termes des traités de Péking ils ne pouvaient conserver. Lord Elgin, inquiet de la prolongation du séjour des Français dans ces îles, exigea si vivement l'exécution des traités qu'ils furent obligés de les évacuer et de retourner en France sans avoir obtenu en leur faveur d'autre avantage matériel qu'une part dans l'indemnité de guerre.

On croit rêver quand on pense qu'il a suffi de quelques milliers de soldats européens pour dicter des lois à un empire renfermant presque la moitié de la population du monde. La facilité avec laquelle quelques bataillons anglais et français ont dispersé ces innombrables hordes de Tartares ne laisse aucun doute, dit très justement le colonel Vandewelde qui nous fournit ce récit, sur la destinée réservée à cet empire ver moulu, dès qu'il sera aux prises avec un adversaire sérieux, comme peut l'être la France.

Depuis lors, à la vérité, l'armée chinoise a été réorganisée, mais sans avoir pu se débarasser de ses vices originels. Elle se compose de deux fractions distinctes : les bannières, au nombre de huit, et la milice nationale. L'armée des huit bannières a une organisation en quelque sorte territoriale. Chaque bannière représente un *corps d'armée* assez fort et se trouve répartie suivant les nationalités, mandschoue, chinoise et mongol, en trois groupes désignés également sous le nom de bannières et correspondant chacun à la *division*, dans chacune desquelles les trois armes sont représentées. Chaque bannière (division) mandschoue ou chinoise compte cinq Eschâlen (brigades) portant les numéros de 1 à 5. Chaque bannière mongole ne compte que deux Eschâlen (brigades) portant les numéros 6 et 7. Les brigades mongoles n'ont pas d'existence propre. Elles sont rattachées deux par deux à chacune des divisions mandschoues, dont elles forment les 6^e et 7^e brigades. Chaque brigade se compose d'un nombre variable de compagnies (Riu-lu). Chaque compagnie a, pour le moment, un effectif moyen de 90 hommes, dit M. Noël Desmays dans le *Spectateur militaire*.

Les huit bannières forment ensemble 1165 compagnies, dont 678 mandschoues, 221 mongoles et 266 chinoises. Les hommes qui en composent l'effectif, au nombre de 105,000, constituent l'armée permanente, stationnant à Pékin (tsin-lu). A ce nombre, il faut ajouter environ 108,000 hommes (tschufang) qui, répartis sur tout le territoire du Céleste-Empire, forment encore 840 compagnies, soit

mandschoues, chinoises ou mongoles. Tous les hommes de bannières (tschi-tschin) ainsi que les tschufong habitent les villes et, en fait, des quartiers particuliers. Ce sont ceux qui, en cas d'invasion, seraient exposés en première ligne aux ravages de la guerre. A l'armée des tsin-lu il convient d'ajouter environ 10,000 hommes qui ne comptent pas parmi les troupes de bannières ; de sorte que l'armée de Pékin, en y comprenant les officiers, s'élève à un effectif de près de 130,000 hommes.

La milice nationale est répartie par provinces. Dans chaque province elle est sous les ordres du gouverneur. Elle compte environ 650,000 hommes. Quoique les troupes provinciales soient loin de représenter une force militaire d'une valeur correspondant à leur nombre, les gouverneurs ont, dans tous les cas, le mérite d'avoir cherché à appliquer, chacun en ce qui le concernait, les institutions militaires des temps modernes, d'avoir fait instruire leurs soldats par des instructeurs européens et adopté l'armement des armées européennes. Deux gouverneurs, Lihungtschang, de Tschili, et Tsotsuntsang, de Kansou et Schensi, se sont particulièrement distingués dans cette voie. Leurs efforts ont eu ce résultat qu'aujourd'hui la plupart de leurs compatriotes éclairés n'accordent plus aux anciennes institutions militaires du pays que la valeur d'un noyau destiné à la reconstitution d'une armée nouvelle. Les troupes placées sous les ordres de ces deux gouverneurs pourraient déjà, à l'heure actuelle, être estimées à l'égal des armées modernes. Du moins leur armement est déjà conforme aux modèles européens et leur instruction professionnelle, qui a été dirigée par des militaires russes et allemands, peut être considérée comme parfaite. Depuis 1880, l'infanterie est armée du fusil Mauser, l'artillerie de campagne et de fortresse est pourvue de canons Krupp. Des arsenaux d'une certaine importance ont été créés par les soins des gouverneurs en question ; ces arsenaux, sous la surveillance de directeurs allemands, sont en pleine activité. Le représentant de la Chine à Berlin s'occupe de faire traduire en langue chinoise les règlements de l'armée allemande. Des instructeurs spéciaux, formés à l'école allemande, exercent à Pékin un détachement modèle, composé de 3 bataillons, 2 escadrons et 2 batteries, dont l'influence sur l'enseignement militaire dans les provinces est incontestable. Le gouverneur Lihungtschang (en quelque sorte vice-roi) travaille avec zèle et succès à la centralisation des forces militaires jusqu'alors trop disséminées ; à tel point que l'on peut dire qu'aujourd'hui le centre militaire du Céleste-Empire n'est point Pékin, mais bien Tientsin, la ville où réside Lihungtschang et où se trouvent les principaux établissements militaires du moment.

Il est certain qu'en ce qui touche maints détails d'organisation, l'armée chinoise est aujourd'hui à la hauteur de toutes celles des

armées étrangères qui pourraient attaquer la Chine par la mer. Autre chose est la question des qualités morales. Le mépris de la mort, le courage passif sont hors de doute chez les soldats de la Chine, mais l'initiative leur manque absolument. Le Chinois n'est pas né soldat, bien qu'on ne puisse en aucune manière lui adresser le reproche de lâcheté.

Et si, pour terminer, on pose de nouveau la question de savoir si la Chine fera la guerre à la France à propos du Tonkin, nous pensons qu'on peut répondre « *non*, tant que la Chine ne se sentira pas sûre de l'appui d'une solide et sincère alliance.» Trouverait-elle une telle alliance...? *That is the question!*

Société des Officiers de la Confédération suisse.

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉS ET DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

Procès-verbal de l'Assemblée générale du 13 août 1883, dans la salle du jury à Zurich.

(Suite et fin.)

V. Fondation Winkelried.

Lieut.-colonel Escher présente le rapport de la Commission chargée par le Comité central d'étudier cette question ; il dit en substance ce qui suit :

« Lorsque dans nos cercles, il est question d'une fondation Winkelried, nous nous figurons que ce soit une institution nationale au moyen de laquelle il est pourvu à la subsistance des citoyens blessés et à celle des familles des soldats morts en combattant pour la patrie. Il est vrai que, depuis 1874, nous avons une loi fédérale des pensions par laquelle des pensions et des secours, non pas riches, mais suffisants et en rapport avec les ressources du pays, sont institués. Mais ce qui manque, ce sont les moyens de continuer le payement de ces pensions dans des temps de détresse, car chacun comprend bien qu'après une guerre malheureuse qui aurait tout mis en ruines, la Confédération n'aurait pas le crédit nécessaire pour contracter de gros emprunts pour cet objet et pour d'autres. Ces moyens, il faut s'occuper de les créer en temps de paix.

Dans ce moment, nous ne possédons qu'un fonds d'environ 4 $\frac{1}{2}$ millions de francs affecté à cet objet, et encore, il n'y a proprement que le fonds des Invalides, montant à environ 600,000 fr. dont les intérêts soient employés au paiement des pensions légales ; et comme il faut pour celles-ci 57,000 fr. par an, les intérêts de ce

